

## SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 15 AVRIL 1913

### Projet de Loi portant modification aux lois sur les sociétés commerciales, amendé par la Chambre des Représentants.

(Voir les n<sup>os</sup> 29, session de 1903-1904; 4, 5, 8, 9, 28, 29, 32 à 40, 43, 45, 46, 47, 59, 79, 83 à 86, 88, 93, 94, 96, 99, 101, 102, 103, 108, session de 1904-1905, du Sénat; — 213, session de 1904-1905; — 69, 122, session de 1906-1907; — 217, session de 1909-1910; — 66, session de 1910-1911; — 33, 35, 42, 46, 98, 101, 103, session de 1912-1913, de la Chambre des Représentants; — 36, 56, 59, session de 1912-1913, du Sénat.)

### AMENDEMENTS

ART. 10.

#### EXPOSÉ DES MOTIFS.

L'alinéa 5 ajouté à l'article 10 impose une obligation contraire à la loi sur le notariat et exprime au surplus le contraire de ce que l'on a voulu dire : chacun admet, en effet, que l'on ne peut déposer au greffe les originaux des procurations annexés à des actes authentiques, mais seulement des expéditions ou copies de ces pièces.

Il y aurait lieu de libeller l'article 10 comme suit, pour le mettre en harmonie avec la loi de ventôse.

#### AMENDEMENT A L'ARTICLE 10.

§ 1<sup>er</sup>. Le remplacer par le texte suivant :

« Les actes ou extraits d'actes dont les articles précédents prescrivent la publication, ainsi que les procurations, seront, dans la quinzaine de la date des actes définitifs, déposés en

#### AMENDEMENT OP ARTIKEL 10.

Het 1<sup>ste</sup> lid te vervangen door den volgenden tekst :

« De akten of uittreksels van akten waarvan de voorgaande artikelen de bekendmaking voorschrijven, alsmede de volmachten worden, binnen veertien dagen na de dagteekening

maines des fonctionnaires préposés à cet effet; ils en donneront récépissé.

» *Si les actes ont été reçus dans la forme authentique, l'expédition ou l'extrait qui en sera déposé au greffe comprendra la copie entière des procurations annexées à la minute.*

» La publication devra être faite dans les dix jours du dépôt, à peine de dommages-intérêts contre les fonctionnaires auxquels l'omission ou le retard serait imputable. »

ALB. POELAERT.

ART. 29, alinéa 4.

Maintenir le texte de la loi actuelle au 3° de l'article 29. Dire en conséquence :

« 3° Que chaque action soit libérée d'un dixième au moins par un versement en numéraire ou un apport effectif. »

ALB. POELAERT.

der definitieve akten, neergelegd in handen van de te dien einde aangestelde ambtenaren; dezen geven daarvan ontvangstbewijs.

» *Geldt het akten verleden in den authentieken vorm, dan moet de expeditie of het uittreksel daarvan, ter griffie neergelegd, de geheele kopie behelzen van de volmachten die aan de minute zijn gehecht.*

» De bekendmaking moet geschieden binnen tien dagen na de neerlegging, op straffe van schadeloosstelling ten laste van de ambtenaren, aan wie het verzuim of de vertraging te wijten is. »

ART. 29, 4<sup>e</sup> lid.

Den tekst van de bestaande wet, artikel 29, 3°, te behouden en bijgevolg dit n<sup>r</sup> 3° te doen luiden :

« 3° Dat ieder aandeel minstens tot beloop van een tiende afbetaald zij door eene storting in geld of door eenen werkelijken inbreng. »

ART. 29bis.

### EXPOSÉ DES MOTIFS.

Le désir d'atteindre la fraude et l'agiotage se justifie pleinement; toutefois, le danger n'existe pas à la fondation des sociétés, mais seulement à l'occasion des émissions de titres.

Il serait désirable, dès lors, de ne pas entraver les constitutions; l'immobilisation des actions d'apport et les dispositions relatives aux émissions établissent des garanties sérieuses et suffisantes.

En toute hypothèse, plusieurs clauses sont pratiquement irréalisables.

ART. 29bis.

Supprimer l'article 29bis.

AMENDEMENT SUBSIDIAIRE.

Supprimer les alinéas numérotés 1°, 2°, 3°, 6°, ainsi que le paragraphe final.

ALB. POELAERT.

ART. 29bis.

Dit artikel te doen wegvallen.

VERVANGEND AMENDEMENT.

De n<sup>rs</sup> 1°, 2°, 3°, 6° en de slotlinea te doen wegvallen.

## ART. 31.

En cas de suppression de l'article 29bis, supprimer le 4°.

Au 5°, au lieu de : « Le versement sur chaque action d'un cinquième au moins » dire : « Le versement sur chaque action d'un dixième au moins. »

ALB. POELAERT.

## ART. 31.

N° 4° te doen wegvallen, ingeval artikel 29bis wordt weggelaten.

5° De woorden : « De storting, op elk aandeel, van ten minste een vijfde » te vervangen door de woorden : « De storting, op elk aandeel, van ten minste een tiende. »

## ART. 33.

## EXPOSÉ DES MOTIFS.

Les situations d'une société au moment de sa constitution et lors d'une augmentation de capital étant très différentes, il n'y a pas lieu de les identifier; la Cour de cassation l'a du reste reconnu, spécialement en ce qui concerne la nécessité d'une souscription intégrale.

## ART. 33.

Supprimer le § 1<sup>er</sup>.

En cas de suppression de l'article 29bis, supprimer à l'alinéa 2 de l'article 33 le renvoi de cet article.

## ART. 34.

Rédiger comme suit l'alinéa 4 :  
« 3° De la libération effective des actions jusqu'à concurrence d'un dixième. »

A l'alinéa 5, numéroté 4°, supprimer les mots « 29bis ».

ALB. POELAERT.

## ART. 34bis.

Au 5°, reproduire l'énumération des dispositions de l'article 29bis, en cas d'adoption de l'amendement proposant la suppression de cet article.

ALB. POELAERT.

## ART. 33.

Het 1<sup>ste</sup> lid te doen wegvallen. Wordt artikel 29bis weggelaten, in het 2<sup>de</sup> lid van artikel 33 de verwijzing van bedoeld artikel te doen wegvallen.

## ART. 34.

Het 4<sup>e</sup> lid te doen luiden als volgt :  
« 3° Wegens de wezenlijke afbetaaling der aandeelen tot beloop van een tiende. »

In het 5<sup>e</sup> lid, n° 4°, de woorden : « 29bis » te doen wegvallen.

## ART. 34bis.

Wordt het amendement, waarbij is voorgesteld dit artikel weg te laten, aangenomen, de bepalingen, vermeld in artikel 29bis, te herhalen in n° 5°.

ART. 59bis.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

L'article 59bis semble, dans sa forme, restreindre les pouvoirs actuels de l'assemblée générale, alors, au contraire, qu'il les étend.

Il supprime tous droits acquis.

La loi ayant un effet rétroactif (art. 138bis), il en résultera que des situations qui, sous la loi en cours, étaient immuables et même avaient été jugées telles par les tribunaux, pourront, à la faveur de l'article en question, être modifiées.

Cela peut entraîner les conséquences les plus graves, dont les intéressés devraient être laissés seuls juges.

ART. 59bis.

*Les parties pourront stipuler que, lorsqu'il existe plusieurs catégories d'actions et que la délibération de l'assemblée générale est de nature à modifier leurs droits respectifs, la délibération ne sera valable que si elle réunit dans chaque catégorie les conditions de présence et de majorité requises par les trois derniers alinéas de l'article précédent.*

AMENDEMENT SUBSIDIAIRE.

Lorsqu'il existe plusieurs catégories d'actions et que la délibération de l'assemblée générale est de nature à modifier leurs droits respectifs, la délibération *ne sera valable que si elle réunit*, dans chaque catégorie, les conditions de présence et de majorité requises par les trois derniers alinéas de l'article précédent.

*Il sera toutefois loisible aux associés de déroger à la disposition qui précède en exigeant, soit des majorités plus fortes, soit l'unanimité.*

AMENDEMENT TRÈS SUBSIDIAIRE

Rédiger l'article 59bis comme il est dit au § 1<sup>er</sup> de l'amendement subsidiaire ci-dessus.

ALB. POELAERT.

ART. 59bis.

*Partijen mogen bepalen dat, wanneer er verscheidene soorten van aandeelen zijn en de beraadslaging der algemeene vergadering van aard is hunne respectieve rechten te wijzigen, de beraadslaging slechts geldig zijn zal, indien zij, voor elke soort, voldoet aan de vereischten van aanwezigheid en van meerderheid, zooals is bepaald in de laatste drie alinea's van het vorig artikel.*

VERVANGEND AMENDEMENT.

Zijn er verscheidene soorten van aandeelen en is de beraadslaging der algemeene vergadering van aard hunne respectieve rechten te wijzigen, dan zal de beraadslaging *slechts* geldig zijn, *indien zij*, voor elke soort, *voldoet* aan de vereischten van aanwezigheid en van meerderheid, zooals is bepaald in de laatste drie alinea's van het vorig artikel.

*De deelgenooten mogen echter van de voorgaande bepaling afwijken, door eene grootere meerderheid of de algemeene stemmen te eischen.*

AMENDEMENT OP HET VERVANGEND AMENDEMENT.

Artikel 59bis te doen luiden zooals het eerste lid van bovenstaand vervangend amendement.

## ART. 61.

Au § 1<sup>er</sup>, après les mots « les procès-verbaux » ajouter les mots « *même authentiques* ».

ALB. POELAERT.

## ARTICLE 70bis.

Ajouter à cet article un § 3, ainsi conçu :

*Les obligataires peuvent également être convoqués par les mandataires prévus à l'article 70<sup>a</sup>, 6°.*

ALB. POELAERT.

## ART. 61.

In het 1<sup>ste</sup> lid, na de woorden : « de processen-verbaal » in te voegen : « *zelfs wanneer zij authentiek zijn* ».

## ART. 70bis.

Aan dit artikel een derde lid toe te voegen, luidende :

*De obligatiehouders kunnen ook worden opgeroepen door de gemachtigden voorzien bij artikel 70<sup>a</sup>, 6°.*

ART. 70<sup>a</sup>.

## EXPOSÉ DES MOTIFS.

Dans la pratique et malgré l'insuffisance de la loi actuelle, on a créé des obligations hypothécaires.

Tous les contrats qui ont été faits, tant en Belgique qu'en France, ont eu pour base la représentation collective des obligataires par des mandataires communs.

La loi devrait consacrer, pour la généralité des emprunts par voie d'obligations, la possibilité de stipuler ce qui a été réalisé en fait jusqu'à présent.

ART. 70<sup>a</sup>.

Ajouter, au 6°, un alinéa ainsi conçu :

*L'assemblée pourra autoriser ces mandataires à représenter la collectivité des porteurs dans tous les actes et dans toutes les procédures relatifs à l'exercice des droits hypothécaires ou autres intéressant la masse des obligataires.*

ALB. POELAERT.

ART. 70<sup>b</sup>.

Supprimer cette disposition.

ALB. POELAERT.

ART. 70<sup>a</sup>.

Aan n° 6° het volgende lid toe te voegen :

*De vergadering kan die gelastigden machtigen om de collectiviteit der houders te vertegenwoordigen in al de akten en bij elke rechtspleging tot het uitoefenen van de hypothecaire of andere rechten welke de gezamenlijke obligatiehouders aanbelangen.*

ART. 70<sup>b</sup>.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 70<sup>11</sup>.

Ajouter à cet article un § 5 ainsi conçu :

*S'il a été nommé un ou des mandataires communs des obligataires, par application de l'article 70<sup>4</sup>, 6<sup>o</sup>, la procédure instituée par les alinéas qui précèdent sera poursuivie par ou contre eux.*

ALB. POELAERT.

ART. 131bis.

Supprimer les mots « 29bis ».

ALB. POELAERT.

ART. 138bis.

En cas de maintien de l'article 59bis, ajouter à l'article 38bis un alinéa libellé comme suit :

*De même, l'article 59bis n'est pas applicable aux sociétés constituées sous l'empire de la loi antérieure.*

ALB. POELAERT.

ART. 34bis.

Rétablir la rédaction du Sénat.

S. WIENER.

ART. 59.

Ajouter à l'article 59, après l'alinéa 3, l'alinéa 4 suivant :

*Quinze jours avant l'assemblée, le texte des modifications proposées est mis au siège social à la disposition du public.*

S. WIENER.

ART. 65, alinéa 2.

Supprimer les mots « l'emploi et ».

S. WIENER.

ART. 70<sup>11</sup>.

Aan dit artikel een vijfde lid toe te voegen, luidende :

*Werd een gevolmachtigde of werden gemeene gevolmachtigden der obligatiehouders benoemd, met toepassing van artikel 70<sup>4</sup>, 6<sup>o</sup>, dan wordt de bij de voorgaande alinea's ingestelde rechtspleging door of tegen hen vervolgd.*

ART. 131bis.

De woorden « 29bis » te doen wegvallen.

ART. 138bis.

Wordt artikel 59bis behouden, aan artikel 38bis een lid toe te voegen, luidende :

*Evenzoo is artikel 59bis niet van toepassing op de vennootschappen opgericht onder het beheer van de vroegere wet.*

ART. 34bis.

Den tekst, van den Senaat uitgaande, te behouden.

ART. 59.

Aan artikel 59, na het 3<sup>de</sup> lid, het volgende 4<sup>de</sup> lid toe te voegen :

*De tekst van de voorgestelde wijzigingen ligt, veertien dagen vóór de vergadering, ter inzage van het publiek, ten zetel der vennootschap.*

ART. 65, 2<sup>e</sup> lid.

De woorden : « het gebruik en » te doen wegvallen.

## ART. 68.

Rétablir la rédaction du Sénat.

S. WIENER.

Rédiger comme suit les articles 70<sup>4</sup> et 70<sup>5</sup> :

ART. 70<sup>4</sup>.

L'assemblée générale des obligataires a le droit :

1° D'accepter des dispositions ayant pour objet d'accorder des sûretés particulières au profit des porteurs d'obligations ;

2° De modifier ou de supprimer les sûretés déjà attribuées ;

3° De proroger une ou plusieurs échéances d'intérêts, de consentir à la réduction du taux de l'intérêt ou d'en modifier les conditions de paiement ;

4° De prolonger la durée de l'amortissement, de le suspendre et de consentir des modifications aux conditions dans lesquelles il doit avoir lieu ;

5° D'accepter la substitution d'actions aux créances des obligataires ;

6° De décider des actes conservatoires à faire dans l'intérêt commun ;

7° De désigner un ou plusieurs mandataires chargés d'exécuter les décisions prises en vertu des n<sup>os</sup> 1<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup> inclus du présent article et de représenter la masse des obligataires dans toutes les procédures relatives à la réduction ou à la radiation des inscriptions hypothécaires.

S. WIENER.

## ART. 68.

Den tekst, van den Senaat uitgaande, te behouden.

De artikelen 70<sup>4</sup> en 70<sup>5</sup> aldus te doen luiden :

ART. 70<sup>4</sup>.

De algemeene vergadering der obligatiehouders heeft het recht :

1° De bepalingen aan te nemen die ten doel hebben, bijzondere zekerheid ten voordeele der houders van obligatiën te verleenen ;

2° De reeds toegekende zekerheid te wijzigen of te doen vervallen ;

3° Een of meer vervaltermijnen van interest te verlengen, toe te stemmen in de vermindering van het bedrag van den interest of de voorwaarden van betaling ervan te wijzigen ;

4° Den duur der aflossing te verlengen, deze te schorsen en wijzigingen toe te staan in de voorwaarden waarin zij moet geschieden ;

5° Toe te staan, dat aandeelen in de plaats van de schuldvorderingen der obligatiehouders gesteld worden ;

6° Te beslissen omtrent de vrijwarende handelingen, te verrichten in het belang van allen ;

7° Een of meer gevolmachtigden aan te wijzen tot uitvoering van de beslissingen, genomen uit kracht van de nummers 1° tot en met 6° van dit artikel, en tot vertegenwoordiging van de gezamenlijke obligatiehouders bij de geheele rechtspleging tot vermindering of doorhaling van de hypothecaire inschrijvingen.

ART. 70<sup>s</sup>.

Rédiger comme suit les alinéas 1 et 2 :

Les décisions de l'assemblée sont obligatoires si elles sont votées par des porteurs d'obligations représentant les deux tiers du montant des titres en circulation dans les cas prévus par les n<sup>os</sup> 2<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup> inclus de l'article précédent et à la simple majorité des titres représentés dans les cas prévus par les n<sup>os</sup> 1<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>.

Les décisions prises dans les cas prévus par les n<sup>os</sup> 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> de l'article précédent ne sont valables que si le capital social est entièrement appelé.

S. WIENER.

ART. 130<sup>bis</sup>.

Rétablir la rédaction du Sénat.

ART. 131<sup>bis</sup>.

Supprimer le dernier alinéa.

S. WIENER.

ART. 70<sup>s</sup>.

De alinéas 1 en 2 aldus te doen luiden :

De beslissingen der vergadering zijn verbindend, wanneer zij in de gevallen, voorzien onder de nummers 2<sup>o</sup> tot en met 5<sup>o</sup> van het vorig artikel worden goedgekeurd door obligatiehouders, vertegenwoordigende twee derden van het bedrag der in omloop zijnde titels, en, in de onder nummers 1<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> en 7<sup>o</sup> voorziene gevallen, bij eenvoudige meerderheid der vertegenwoordigde titels.

De beslissingen, genomen in de gevallen voorzien bij n<sup>rs</sup> 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup> van het vorig artikel, gelden alleen indien het maatschappelijk kapitaal geheel wordt ingevorderd.

ART. 130<sup>bis</sup>.

Den tekst, van den Senaat uitgaande, te behouden.

ART. 131<sup>bis</sup>.

Het laatste lid te doen wegvallen.